

# LA RENAISSANCE

## JOURNAL POLITIQUE

### ABONNEMENTS

Un An. . . . . 10 fr.  
Six Mois. . . . . 5 »  
ENVOI FRANCO PAR LA POSTE  
Etranger. . . . . Port en sus

### ADMINISTRATION

Tout ce qui concerne l'Administration  
Abonnements, Articles d'argent  
Doit être adressé à M. A. ALRICY  
Imprimerie Labaume, cours Lafayette, 5

### RÉDACTION

Adresser les communications  
A M. COSTE-LABAUME, Directeur  
Cours Lafayette, 5, Lyon  
LES MANUSCRITS NE SONT PAS RENDUS

### ANNONCES

Fermier général : V. FOURNIER  
Directeur de l'AGENCE DE PUBLICITÉ  
Rue Confort, n° 14  
LYON

### FRANC-PARLER

La jeunesse s'instruit en voyageant dit le proverbe. En est-il de même des ministres ? Peut-être. On assure que M. Jules Simon retour d'Italie, a rapporté cette impression que tout n'était pas pour le mieux dans la meilleure des Républiques. Et cependant le président du Conseil n'a fait que traverser la France. Que serait-ce s'il s'était arrêté en route ? Que serait-ce si au lieu d'avalier au galop quelques sandwiches dans les buffets, et de serrer la main au Préfet de l'endroit, il eût séjourné seulement vingt-quatre heures dans nos principales villes ?

Alors le chef du cabinet se serait édifié complètement sur la façon dont les institutions légales étaient protégées et défendues par les trois cinquièmes des fonctionnaires de l'administration de la justice et de l'armée. Il aurait pu se convaincre que ces Messieurs n'acceptent ou ne tolèrent la République qu'avec une sorte de résignation méprisante. Pour eux l'état de choses actuel, comme disait feu Buffet leur maître, n'est qu'un régime essentiellement provisoire, et ils gardent précieusement au fond du cœur l'amour sacré de la monarchie ou de l'empire de leurs rêves.

De là, le sans gêne des partisans d'une restauration bonapartiste ou bourbonnienne, de là, l'audace croissante des sectaires du cléricisme qui se sentent soutenus par des sympathies bien situées, qui se savent des amis et des alliés dans les préfetures, dans les prétoires et dans les casernes.

Mon Dieu oui, avec quelques heures de plus passées au milieu de nous, Jules Simon pouvait sans grand effort acquiescer à la certitude que ces fameux mouvements administratifs ou judiciaires au-

tour desquels on a fait tant de bruit, n'ont pas sensiblement modifié la situation du pays et que la lèpre de l'ordre moral sévit avec une certaine intensité dans pas mal de départements qui auraient besoin d'une épuration plus complète que les timides déplacements auxquels on s'est livré, auxquels on se livre encore.

Assurément l'audace est moins grande, l'hostilité est moins déclarée chez les fonctionnaires ennemis qu'au temps bienheureux de la politique de combat. Ces Messieurs ont mis une sourdine à leurs ressentiments et à leurs haines. Le magistrat sur son siège n'ose plus prononcer de réquisitoires contre la République, le préfet dans son cabinet s'abstient de prendre des arrêtés à la Ducros, et certains généraux ne disent plus ouvertement en plein banquet : Nous étranglerons « la gueuse. » Mais pour être dissimulée, l'antipathie n'est ni moins accentuée, ni moins vivace, et si le diable-boiteux se permettait encore de soulever le toit des maisons, il pourrait montrer aux curieux certains conciliabules de salons, où entre deux tasses de thé, la République est arrangée de la belle façon par les gens chargés de la défendre. On ne se gêne point alors pour étaler ses sentiments intimes, pour donner carrière à sa méchante humeur et témoigner son mépris le plus distingué à un gouvernement qui n'a qu'une chose acceptable : ses appointements. M. le préfet Chose, M. le président Machin, M. le général Trois-Etoiles s'entendent avec une unanimité touchante à dauber la République qui les paie, pendant que quelques madames frottées de jésuitisme et tout imprégnées des sermons du Père X... ou des exhortations de Monseigneur, aiguissent leurs épigrammes contre un régime indigne de gens « comme il faut » et insupportable pour la « bonne société. »

Puérilités dira-t-on que cette guerre de salons, que ces escarmouches où les pâtisseries variées jouent un rôle plus important que la politique.

Puérilités, non pas, car ces puérilités là ont été assez puissantes jusqu'à ce jour pour paralyser les velléités de réforme du Ministère, car ces puérilités indiquent les opinions et les tendances de toute une catégorie de fonctionnaires dont le dévouement douteux et l'hostilité certaine doivent donner les plus vives inquiétudes.

Personne n'ignore que toutes les modifications sérieuses du personnel administratif et judiciaire ont rencontré un obstacle infranchissable, dans la camarilla qui s'agite autour du Maréchal-Président; personne n'ignore que la plupart des hauts personnages de la magistrature et de l'armée n'acceptent qu'à leur corps défendant et avec une contrainte mal dissimulée des institutions coupables d'avoir miné des espérances chères, des projets longtemps caressés.

Pourquoi alors infliger à ces malheureux le supplice de servir un régime détesté, pourquoi leur imposer des capitulations de conscience qui doivent leur saigner le cœur ?

M. Jules Simon, homme aimable par nature, et doux par caractère, ne devrait pas se montrer aussi cruel.

Du moment que la République n'est pas un gouvernement suffisamment comme il faut pour ces gentils hommes, suffisamment distingué pour leurs grandes dames, rien n'est plus simple que de leur épargner l'ennui de vivre en si mauvaise compagnie.

Tout le monde y gagnera, et les fonctionnaires de trop bon ton renvoyés dans leur monde, et les roturiers républicains devenus enfin maîtres chez eux.

Qu'on le sache bien en effet, si nous insistons sous toutes les formes pour arriver à une épuration complète des

fonctionnaires monarchiques dont MM. de Broglie et Buffet ont infesté l'administration, si nous ne cessons de présenter à tous les yeux le spectacle étrange d'une République servie par des agents dont un grand nombre ne demandent qu'à chanter son *De Profundis*, c'est que l'action profitable et pratique du ministère ne peut s'exercer pour le moment que dans cette direction.

Nous avons démontré vingt fois qu'au point de vue législatif, la route est barrée par le Sénat déterminé à faire échec à toutes les réformes portant une estampille libérale.

La voie ne reste donc ouverte et libre que d'un côté : le côté des modifications administratives et judiciaires, le côté du recrutement des agents publics qu'il est indispensable de mettre complètement en harmonie avec les institutions qu'ils représentent.

M. Jules Simon nous a déclaré solennellement à la tribune qu'il était maître absolu au ministère que pas une parcelle du pouvoir ne lui échappait ; l'occasion est belle de montrer cette omnipotence en portant une bonne fois la main dans l'engrenage auquel nous devons le système idiot de la « République sans républicains. »

JACQUES BARBIER.

### LE PÉRIL CLÉRICAL

On nous a tant parlé du péril social, qu'il nous est bien permis à notre tour de parler du péril cléricale, infiniment plus inquiétant, plus menaçant et plus grave que son confrère.

Le péril social, en effet, n'a jamais été qu'une sorte de fantasmagorie burlesque, un spectre de nourrice invoqué par les tyranneaux de l'ordre moral pour maintenir l'état de siège, supprimer les journaux désagréables, et fournir des arguments commodes aux orateurs à court d'haleine et de talent.

D. — Est-ce bientôt fini ?

R. — Je n'en suis encore qu'à la moitié de la phrase.

D. — Alors je vous dispense du reste. Expliquez-moi en deux mots ce que signifie ce charabia ?

R. — Ce charabia signifie que le meilleur moyen de s'entendre est de ne pas se disputer.

D. — Pourquoi de si longs détours pour une vérité aussi naïve ?

R. — Parce que les diplomates se croiraient déshonorés s'il leur arrivait de parler net et d'énoncer clairement les choses les plus simples.

D. — Combien faudrait-il de volumes à un diplomate pour écrire que deux et deux font quatre ?

R. — Quarante-cinq volumes in-quarto sans compter la notice, la préface et les errata.

### Deuxième paragraphe

D. — Le deuxième paragraphe est-il plus agréable que le premier ?

R. — Oui, il est quatre fois plus agréable que le premier parce qu'il ne contient que cinq lignes au lieu de vingt.

D. — Ce deuxième paragraphe comporte-t-il une solution pratique ?

R. — Non, ce deuxième paragraphe renferme simplement le désir de voir conclure la paix entre le Monténégro et la Porte.

D. — Quelle est votre opinion sur ce dernier paragraphe ?

R. — Mon opinion est qu'il faudrait le mettre en musique ?

D. — Pourquoi en musique ?

R. — En vertu du proverbe connu : Ce qui ne vaut pas la peine d'être dit, on le chante.

### FEUILLETON DE LA RENAISSANCE

### EXPLICATION DU PROTOCOLE

Nous entreprenons un travail difficile : expliquer le protocole ! Depuis huit jours que la version française de ce document diplomatique nous est parvenue, nous nous sommes évertués à la comprendre et à tirer au clair les conclusions qui en découlent :

Voici le résultat de ce rude labeur, rédigé sous forme de lexique élémentaire.

#### Définition générale

D. — Quelle est l'étymologie du mot protocole ?

R. — Protocole vient de deux mots grecs : *pro-* premier, et *kolon*, peau ou parchemin, par conséquent, protocole signifie littéralement *premier parchemin*.

D. — Quel rapport voyez-vous entre ces mots, *premier parchemin*, et traité diplomatique ?

R. — Ce rapport est des plus simples : les traités diplomatiques s'écrivent généralement, sur parchemin, et en prenant le contenant pour le contenu, on arrive à donner le nom de protocole aux procès-verbaux d'une réunion de diplomates.

D. — Mais pourquoi ce mot de *protos* premier ?

R. — Parce que le protocole n'est généralement que le préliminaire d'une entente définitive.

D. — Ainsi d'après votre définition, le protocole oriental ne serait qu'une entente provisoire ?

R. — Absolument provisoire, à tous les points de vue.

D. — Qu'entendez-vous par cette expression, à tous les points de vue ?

R. — J'entends le point de vue de la grammaire, le point de vue de la logique, le point de vue de la raison et du sens commun.

D. — Combien le protocole contient-il de paragraphes ?

R. — Le protocole contient quatre paragraphes.

D. — Ces paragraphes sont-ils égaux entre eux ?

R. — Non, ces paragraphes ne sont pas égaux entre eux, car les uns sont longs, et les autres courts.

D. — Quels sont les paragraphes que vous préférez ?

R. — Je préfère les courts.

D. — Pourquoi préférez-vous les courts ?

R. — Parce qu'il est possible d'y comprendre quelque chose de plus que dans les longs.

D. — Nous allons voir ça.

#### Premier paragraphe

D. — Vous avez lu le premier paragraphe du protocole ?

R. — Oui, je l'ai lu.

D. — Combien de fois ?

R. — Six fois.

D. — L'avez-vous compris ?

R. — Tout juste.

D. — Qui vous a frappé le plus dans ce premier paragraphe ?

R. — Son obscurité, sa forme entortillée et incorrecte.

D. — Qu'entendez-vous par forme incorrecte ?

R. — J'entends une phrase de quinze lignes qu'il est impossible de lire d'un trait sous peine d'étouffement.

D. — Citez-moi cette phrase.

R. — La voici : « Les puissances qui ont entrepris en commun la pacification de l'Orient... »

D. — Attendez ! Comment les puissances ont-elles entrepris en commun la pacification de l'Orient ?

R. — La Russie en mobilisant quatre cent mille hommes sur les bords du Pruth, l'Autriche en envoyant 200,000 soldats sur les frontières de la Croatie, l'Angleterre en armant tous ses vaisseaux de guerre, l'Allemagne en maintenant quinze cent mille casques sous les drapeaux, en fondant des milliers de canons, en élevant des forteresses les unes sur les autres.

D. — Ne trouvez-vous pas ces moyens de pacification singuliers ?

R. — Je les trouve tellement bizarres, que je me dis comme le Marseillais : Zuzé un peu si les puissances n'avaient pas voulu pacifier l'Europe !

D. — Continuez votre phrase.

R. — Je reprends : « Les puissances qui ont entrepris en commun la pacification de l'Orient, et ont participé dans cette vue à la conférence de Constantinople, reconnaissent que le moyen le plus sûr d'atteindre le but qu'elles se sont proposé, est de maintenir avant tout l'entente si heureusement établie entre elles et d'affirmer de nouveau ensemble l'intérêt commun qu'elles prennent à... »

Le parti clérical, c'est différent. — Loin d'affecter des allures d'ombre ou de fantôme insaisissable, il est parfaitement solide, tangible et résistant. Avec une effronterie rare, il se montre en plein soleil, s'étale en pleine lumière, et, pour ne pas le voir, il faut avoir les yeux recouverts d'un triple bandeau de fanatisme, d'ignorance et de sottise.

Le parti clérical ne se perd pas dans les nuages d'une imagination surexcitée, ne s'égaré pas dans les périphrases obscures d'un pathos oratoire, — non, il est net, positif et tranchant, et peut se définir en deux mots lugubres : La guerre !

Non pas une guerre pour rire, non pas une guerre de rhétorique, mais une vraie guerre où l'on se bat à coups de canon, à coups de fusil et à coups de sabre ; une guerre où il y a des morts, des blessés, du sang, des désastres et des ruines.

On dira que nous exagérons, mais les faits sont là, évidents, les preuves existent indéniables.

Une première fois, au lendemain de l'invasion, la pétition des évêques a failli engager la France mutilée et sanglante dans une lutte avec l'Italie, et il a fallu la prudence et l'habileté de M. Thiers pour conjurer ce danger.

Une seconde fois la question de l'Orénoque n'en a pas d'envenimer les relations internationales et de nous jeter dans un conflit belliqueux pour un malheureux navire désarmé ;

Une troisième fois, un député clérical, M. Keller, ne craint pas d'outrager en plein Parlement l'ambassadeur d'Italie, le général Cialdini.

Il y a quinze jours, au moment de partir en vacances, une douzaine de sénateurs et de députés conduits par M. Chesnelong, vont faire une démarche publique auprès de M. le duc Decazes, pour solliciter son intervention en faveur du Vatican persécuté par le Quirinal ;

Enfin aujourd'hui, hier si vous aimez mieux, les journaux ultramontains adressent tout bonnement au Maréchal-Président, à l'Assemblée nationale et au Sénat, une pétition dont voici la dernière phrase :

« Les soussignés, citoyens français et catholiques, vous demandent d'employer *tous les moyens* qui sont en votre pouvoir pour faire respecter l'indépendance du Saint-Siège, sauvegarder son administration et assurer aux catholiques de France l'indispensable jouissance d'une liberté plus chère que toutes les autres, celle de leur conscience et de leur foi. »

Or, nous le demandons à tout homme sincère, que signifie cette pétition, si elle n'est pas un instrument de conflit et un engin de guerre ?

Quand les catholiques de France (catholiques à la façon de Veillot, cela s'entend), sollicitent le gouvernement d'employer *tous les moyens* dont il dispose pour faire respecter l'indépendance du Saint-Siège, n'est-ce pas le pousser à une immixtion directe dans les affaires du gouvernement Italien ?

« Sauvegarder l'administration du Saint-Siège » qu'est-ce à dire ? sinon se mettre en lutte ouverte avec Victor-Emmanuel qui, au

Troisième paragraphe

- D. — Citez-moi le texte de ce paragraphe.
- R. — Tout entier ?
- D. — Vous avez l'air d'hésiter ?
- R. — Oui, j'hésite parce que cette citation vous emb... nuierait considérablement.
- D. — Cela ne fait rien.
- R. — Vous y tenez, ne vous plaignez donc pas ! Les puissances considèrent les arrangements intervenus ou à intervenir entre la Porte et les principautés comme un pas accompli vers l'apaisement qui est l'objet de leurs communs desirs.
- D. — Elles invitent la Porte... Vous baillez, je crois ?
- R. — Je l'avoue, mais continuez néanmoins.
- D. — « Elles invitent la Porte à le consolider en replaçant ses armées sur pied de paix, sauf le nombre de troupes indispensables au maintien de l'ordre, et en mettant en œuvre dans... » Permettez que je vous pince.
- D. — Pourquoi ?
- R. — Pour vous empêcher de dormir.
- D. — Le fait est que je n'y résiste plus. Donc, on invite la Porte...
- R. — Parfaitement, on invite la Porte...
- D. — A quoi, à dîner ?
- R. — Non, à réaliser les réformes promises.
- D. — Si je ne me trompe, on a souvent invité la Porte dans ces conditions ?
- R. — Parfaitement, une quarantaine de fois pour le moins.
- D. — Pensez-vous que la Porte accepte mieux a quarantième invitation que les trente-neuf premières ?
- R. — Cela me semble douteux.

dire des cléricaux, ne sauvegarde pas cette indépendance.

Il n'y a pas un mot dans cette pétition qui ne sente le conflit et la bataille, et lorsqu'après ce joli morceau, les journaux ultramontains osent nous dire qu'ils n'ont pas l'intention de nous susciter des difficultés avec l'Italie, c'est à se demander s'ils ont la plénitude de leur bon sens ou s'ils nous prennent pour des imbéciles.

Pas de difficultés avec l'Italie, une pétition propagée, colportée et patronnée par des sénateurs et des évêques, et qui ne tend rien moins qu'à engager la France dans une intervention injurieuse !

Pas de difficultés, un document où le maréchal de Mac-Mahon est supplié d'employer *tous les moyens* pour assurer l'indépendance du Pape !

Quels sont ces moyens, de grâce ? nous n'en connaissons que deux : la diplomatie d'abord et après ? Si la diplomatie ne réussit pas comme c'est probable, comme c'est certain, si le gouvernement italien répond au gouvernement français mêlez-vous de vos affaires !

Que reste-t-il ? la guerre parbleu ! la guerre religieuse, la guerre pour le Pape au cri de : *Veillot le veut !* une seconde édition des croisades du Moyen-Age, édition revue et augmentée de mitrailleuses et de fusils à aiguille.

Cela est tellement vrai, ces éventualités belliqueuses hantent tellement le cerveau de nos ultramontains, que leurs chefs ne peuvent se défendre d'en laisser échapper l'expression dans leurs discours.

« Mais malgré leur coalition, il y a une France qui replace la croix sur son épée. »

« Il y a la France qui se souvient de saint Louis, de Godefroy de Bouillon, de Charlemagne et de Clovis. »

Qui parle ainsi ? Mgr Freppel, évêque d'Angers, dans la réunion du comité catholique à Paris.

On reconnaît que l'allusion est peu voilée, et que Monseigneur a du moins le mérite de la franchise : la croix sur l'épée, saint Louis, Godefroy de Bouillon, ces souvenirs ne font-ils pas admirable figure à la suite de la pétition des catholiques ?

Toutes ces folies guerrières sont de la déclamation pure, dira-t-on, et elles ne risquent pas d'entraîner le pays protégé par son bon sens et par le patriotisme de ses représentants républicains.

Nous le voulons bien, nous admettons sans peine que les pouvoirs publics n'aient pas l'envie de mettre flamberge au vent et de partir en guerre pour faire plaisir à une poignée de cléricaux épileptiques ;

Mais si le danger direct n'est pas là, il est dans la situation équivoque que nous créent ces témérités dans le concert européen. — Pensez-vous bonnement que les vainqueurs qui ont intérêt à nous achever ne sachent pas tirer parti à un moment donné de toutes ces imprudences et de la méfiance légitime qu'elles provoquent ?

Croyez-vous que M. de Bismarck ne prenne pas quelques minutes sur ses vacances pour lire les intéressants factums de nos cléricaux,

- D. — Alors, à votre sens, le troisième paragraphe...
- R. — Le troisième paragraphe est une superfétation aussi oiseuse qu'inutile, et ne démontre qu'un grand besoin de parler pour ne rien dire.

Quatrième paragraphe

- D. — Le quatrième paragraphe n'a-t-il pas un agrément spécial ?
- R. — Oui, en effet, un agrément tout particulier.
- D. — Quel est cet agrément ?
- R. — C'est d'être le dernier.
- D. — La conclusion est-elle plus claire que les prémisses ?
- R. — Vous allez en juger. Je récite...
- D. — Encore !
- R. — C'est absolument indispensable, puisque nous touchons au point palpitant du protocole.
- D. — Palpitant, vous faites bien de me prévenir afin que je me mette en garde contre les émotions. Allez, je suis prêt !
- R. — « Les puissances se proposent de veiller... »
- D. — Très bien, je vois déjà que cela se corse.
- R. — ...de veiller avec soin à la façon dont les promesses du gouvernement ottoman seront exécutées.
- D. — Comment les puissances veilleront-elles ?
- R. — Par l'intermédiaire de leurs représentants.
- D. — Lorsque les massacres de Bulgarie ont eu lieu, est-ce que les puissances n'avaient pas des représentants ?

et se frotter vigoureusement les mains devant cette levée de boucliers qui nous aliène les sympathies du gouvernement italien ?

Qu'une guerre éclate, que le nuage oriental crève, que la France menacée recherche des alliances chez ses voisins et on lui répondra avec les pétitions des catholiques et les discours des évêques.

On lui dira d'appeler à son secours saint Louis et Godefroy de Bouillon !

Et alors les cléricaux si pleins de commisération pour le Pape, pourront se reprocher d'avoir été sans pitié pour la France.

ORIENT

La situation est tendue au point de casser. Comme il fallait s'y attendre, la Turquie n'accepte qu'à correction le nouveau protocole, ou pour mieux dire, elle ne l'accepte pas du tout. Les moyens dilatoires employés par le cabinet Ottoman pour repousser l'immixtion des puissances Européennes dans ses affaires, ne sont en réalité qu'une fin de non recevoir bien caractérisée qui peut se traduire familièrement par : Allez vous promener !

« Allez vous promener » a toujours été du reste le premier comme le dernier mot de la politique Ottomane. Depuis deux ans et plus que l'on ergote autour des projets de réformes, des conférences et des protocoles, l'attitude de la Turquie n'a pas varié. Sous les dehors d'une politesse cauteleuse dont le vernis était facile à gratter, les ministres de la Porte n'ont fait que jouer à l'Europe la scène de Don Juan avec son tailleur M. Dimanche. C'est l'éternelle histoire de la carpe de Bilboquet et du coiffeur qui rase gratis. Nous accomplirons nos réformes... la semaine prochaine, nous désarmerons... demain !

Que les diplomates Européens aient pu accepter cette mystification pendant trente-six mois, c'est là une chose qui n'étonnera que les gens susceptibles de se faire encore des illusions sur l'habileté et la finesse des ambassadeurs. Mais aujourd'hui que la situation se dessine carrément, que les Turcs poussés dans leurs derniers retranchements diplomatiques se voient contraints de répondre *oui* ou *non*, le fanatisme Mahométan reprend le dessus et n'hésite pas à témoigner son mépris pour les paperasses de la conférence et du protocole.

Les fils de Mahomet, les sectaires de la Mecque peuvent-ils admettre que des chiens de *Giaours* leur fassent la loi et se permettent de dicter leurs volontés au chef des Croyants, ombre de Dieu sur la terre ?

Cette prétention seule fait dresser le peu de cheveux qui restent sur la tête des vieux Turcs ; autant vaudrait enseigner l'art de tricoter des bas aux Sultanes ou la polka-mazurka aux Derviches tourneurs.

En somme, nous touchons au dénouement, et mieux vaut encore trancher la question dans le vif, que de s'éterniser dans les incertitudes et les tergiversations qui communiquent aux hommes et aux affaires un énervement et un malaise plus nuisibles cent fois qu'une solution même tragique.

Et si la guerre éclate, si le Rubicon ou le Pruth doit être franchi, la diplomatie Européenne pourra se dire en se frappant sur la poitrine : Décidément le proverbe a raison : on ne recule que pour mieux sauter !

FEUILLES VOLANTES

La session des Conseils généraux qui, dans la plupart des départements, s'est ouverte au milieu du calme le plus absolu, a été marquée, à Valence, par un drame tragique.

Un instituteur révoqué, du nom d'Autier, a pu s'introduire dans l'enceinte spéciale du Conseil, poignarder le préfet, M. Baile, et faire des blessures graves à trois autres conseillers.

- R. — Si bien, mais il paraît que ces représentants ne veillaient pas.
- D. — Et vous pensez qu'aujourd'hui ils veillent ?
- R. — Le protocole le dit, — il faut l'en croire.
- D. — Nous verrons cela, poursuivez.
- R. — « Si leur espoir se trouvait encore une fois déçu... »
- D. — Brrr ! voilà une phrase qui sent diablement la poudre. Que va-t-il arriver, Seigneur ? Vous disiez donc que si l'espoir des puissances était encore une fois déçu, eh bien ?
- R. — « ...elles croient devoir déclarer qu'un tel état de choses serait incompatible avec leurs intérêts et ceux de l'Europe en général. »
- D. — Ah bah ! les puissances croient devoir déclarer ça ! Pourquoi ne déclarent-elles pas aussi qu'il fait jour en plein soleil et que l'on se mouille quand il pleut ? J'attends la fin.
- R. — La voilà : « En pareil cas, elles se réservent... »
- D. — Cela devient grave. Elles se réservent... ?
- R. — Voyons, devinez !
- D. — De proclamer l'indépendance des provinces chrétiennes ?
- R. — Vous n'y êtes pas.
- D. — De démembrer l'empire ottoman ?
- R. — Pas davantage.
- D. — D'occuper militairement Constantinople et d'envoyer une paire de ciseaux au sultan ?
- R. — Ne cherchez plus, vous ne trouveriez jamais ! « Les puissances se réservent... d'aviser en commun aux moyens qu'elles jugeront les plus propres à assurer les intérêts de la paix générale ! »

Ce misérable, qui a été arrêté immédiatement, tenait à se venger d'une destinée trop méritée.

Cet événement a naturellement provoqué une profonde émotion à Valence où M. s'était acquis des sympathies légitimes.

Il est à croire que les journaux cléricaux ne vont pas manquer d'exploiter ce fait pour dauber l'instruction laïque et la rendre responsable des coups de couteau d'Autier.

Nous ferons remarquer toutefois qu'il y a une différence notable entre la presse républicaine et la presse cléricale, — à savoir que lorsqu'un bon frère se rend coupable d'un des attentats faveurs à M. de Germont le premier soin de Veillot et Cie est de rober le crime à la Justice ou d'invoquer des circonstances atténuantes en faveur du coupable, tandis que nous n'hésitons pas à clarifier que l'ex-instituteur Autier est un gaire coquin digne d'être châtié suivant la rigueur des lois pénales.

M. le marquis de Castellane, pourvu conseil judiciaire, n'ayant pas eu le goût de donner sa démission de conseiller général et de député, vient de subir, au conseil général du Cantal, un petit affront guilériement désagréable pour un homme aussi distingué.

Ses collègues, peu désireux de conférer affaires publiques avec un monsieur incapable de gérer ses affaires privées, ont prié poliment de décliner un mandat que la loi lui interdit désormais de remplir.

M. de Castellane, piqué au vif, a répliqué qu'il avait fait appel du jugement qui le range des incapables. Va pour l'appel. Mais si, comme nous le craignons fort, la décision judiciaire est confirmée, il faudra, pour se résigner à la dure nécessité exprimée par ces deux mots énergiques : « Sa démission ! »

La presse cléricale est en émoi ! Non content d'avoir contrarié, bien légèrement il est vrai, la réunion générale des cercles catholiques de Paris, le ministère vient encore de perdre à M. de Cissey, frère du général, le droit de faire des conférences dans la cathédrale d'Angers.

Vous jugez de l'indignation de nos bons âmes en général et de l'évêque d'Angers en particulier, le doux monseigneur Freppel.

Ce dernier, dit-on, en proie à la plus vive irritation, aurait déclaré carrément que se fût trouvé à Angers, il aurait passé outre à l'interdiction ministérielle et substitué son autorisation à celle du gouvernement.

Telles sont bien, en effet, les pures doctrines de nos ultramontains : ils se considèrent comme seuls et uniques propriétaires des monuments consacrés à l'exercice du culte. L'église leur appartient, ils sont libres de dire et d'y faire ce qui leur plaît. Déjà, de Toulouse a su mettre en pratique cette théorie commode à propos du même M. de Cissey. Est-ce que, devant ces prétentions audacieuses, le gouvernement ne pourra pas faire respecter, par une sanction efficace, ses droits indiscutables ? Il nous semble que nos Codes ne laissent pas le pouvoir complètement désarmé à l'endroit de semblables empiètements, et lorsqu'on est si habile à découvrir des lois contre la presse, ne sera-t-il pas possible d'en dénicher aussi quelques-unes contre les abus du clergé ?

- D. — Et c'est tout ?
- R. — Oui, c'est tout.
- D. — C'est là la conclusion de votre protocole ?
- R. — Sa conclusion elle-même.
- D. — C'est à cette réserve banale, à cette conclusion dérisoire qu'ont abouti les efforts combinés de six diplomates galonnés sur toutes les coutures, rés sur toutes les tranches ?
- R. — De six diplomates, vous l'avez dit.
- D. — Valait-il la peine de rédiger solennellement un protocole pour énoncer les vérités de Palisse qu'il contient ?
- R. — Cela me paraît absolument inutile.

Épilogue

- D. — Qu'y a-t-il de changé dans la question d'Orient ?
- R. — Il n'y a rien de changé, il n'y a qu'un protocole de plus.
- D. — Ce protocole ne mériterait-il pas un nom ?
- R. — Il en mérite plusieurs autres.
- D. — Lesquels ?
- R. — Avortement, omelette soufflée, mystification, balançoire.
- D. — Vous êtes sévère...
- R. — Mais juste !

Tout est rompu, mon gendre!  
Le duc de Montpensier revient d'Espagne sans avoir pu fiancer sa fille au jeune Alphonse.

Pourquoi? Quels sont les motifs de cette rupture? La dot était-elle trop maigre? La perspective d'avoir la reine Isabelle pour belle-mère a-t-elle effrayé M<sup>lle</sup> de Montpensier?

On ne sait; toujours est-il que voilà un prince d'Orléans privé du trône auquel il aspirait pour sa famille.

Ah! les temps sont durs et les royaumes ne courent pas les rues! Mais, bast, le duc de Montpensier se consolera en pensant que les caisses du Trésor espagnol sont singulièrement vides, et qu'il eût peut-être été obligé plus tard de faire une pension alimentaire à sa fille.

M. de Bismark est parti en vacances! Tous les journaux racontent la séparation du vieil empereur d'Allemagne avec son ministre favori a donné lieu à une scène des plus attendrissantes. Guillaume, les yeux pleins de larmes, se serait jeté dans les bras du grand chancelier-favori, en lui disant: Revenez vite!

Tout cela pour une absence de quatre mois! Certes nous ne doutons pas que l'amabilité de caractère du prince de Bismark aussi bien que l'agrément de son commerce ne soient de nature à lui attirer les sympathies les plus vives, néanmoins on conviendra avec nous que l'empereur Guillaume a la larme trop facile dans certaines circonstances et pas assez dans d'autres.

Pleurer sur l'éloignement momentané de M. de Bismark, c'est bien, mais S. M. n'aurait-elle pu réserver un peu de cet attendrissement pour le sort misérable que certains fonctionnaires de l'Alsace-Lorraine font à nos nationaux?

Nous ne voulons pas insister sur ce sujet particulièrement délicat, seulement puisque l'empereur Guillaume doit faire prochainement un voyage à Strasbourg, nous croyons qu'il y trouvera largement matière à exercer sa sensibilité de cœur.

La majorité du prétendant Napoléon IV a été le signal d'une nouvelle organisation du parti de l'appel au Coup d'Etat.

En premier lieu, Son Altesse a cru bon de se priver des conseils et de la présence de sa respectable mère, qui va faire un petit voyage en Espagne;

En second lieu, le jeune homme de Woolvich plus fort en arithmétique qu'en orthographe, a trouvé que les journaux bonapartistes coûtaient horriblement cher sans rapporter un rouge liard. Il a donc arrêté les frais de subvention, sinon en totalité, du moins dans une très-large mesure.

Désormais, il n'y aura plus que deux journaux subventionnés pour imprimer que les républicains sont des bandits, des scélérats, des coquins et, amère ironie, on assure que le directeur général de cette presse impériale serait M. Clément Duvernois, le même qui fut condamné à cinq ans de prison pour escroquerie! Avouez que voilà un homme bien choisi pour traiter les autres de voleurs, on ne lui refusera pas tout au moins l'expérience personnelle.

Maintenant cette seconde combinaison réussira-t-elle mieux que la première? C'est fort douteux, car après Sedan et Metz, les plans bonapartistes ne peuvent aboutir qu'à des capitulations.

Vous avez lu dans les dépêches qu'un étudiant Turc avait été tué à coups de bâton, pour s'être permis d'adresser au grand vizir une pétition demandant le retour de Midhat-Pacha.

Cette exécution sommaire est bien faite pour démontrer que la Turquie marche à grands pas désormais dans la voie de la civilisation et de l'humanité.

Comment trouvez vous que le gouvernement ottoman exécute ses réformes, demandait-on à un diplomate?

Eh mais vous le voyez, à bâtons rompus!

ZÉDE.

Autour des Ecoles

M. le Ministre de l'Instruction publique, — pardon, c'est de l'ancien qu'il s'agit. — M. Jules Simon, dis-je, vient, comme un simple lycéen, de s'octroyer de belles vacances de Pâques. Se rappelant le bon vieux temps d'autrefois, où le mercredi-saint venu, le gousset garni de son traitement du mois et de l'éventuel du trimestre, il s'empressait de saluer son proviseur et de filer sur la Belgique ou la Suisse, il a planté la commission du budget, la question Voisin, etc., et est allé contempler les flots d'azur de l'Adriatique. On a beau chasser le naturel, il revient toujours au galop. Même président du conseil, M. Jules Simon reste toujours le premier écolier de France. Le fait est,

politiquement parlant, que personne, mieux que lui, ne connaît le chemin de l'Ecole.

Le vrai ministre de l'Instruction publique, — oh! le bon celui-là! — n'a pas bougé de son poste. Il travaille nuit et jour à la réorganisation de l'Université. Une de ses dernières inventions est un *prix de physique* qui sera ajouté, à la fin de l'année scolaire, au concours général des classes de mathématiques spéciales.

Après celle-là, M. Waddington va croire qu'il a relevé le niveau de l'Instruction publique. Toujours la poudre de Perlinpinpin jetée aux yeux des familles et des députés! Quelque bonne réforme dans les progrès et dans les méthodes archi-moyen âge des lycées feraient bien mieux l'affaire du pays!

Ce n'est pas assez de dégoûter de l'étude les jeunes intelligences par des exercices aussi fastidieux qu'inutiles; il faut encore qu'on les détruise par les maladroites les plus inconcevables.

Un jeune homme de ma connaissance, qui est en quatrième et qui a suivi l'enseignement universitaire depuis l'alphabet, en est à sa cinquième grammaire latine, à sa troisième grammaire grecque et à sa quatrième grammaire allemande. C'est un vrai miracle que ce jeune homme se porte bien, physiquement et grammaticalement, car il aurait dû être empoisonné comme le bébé que l'on change plusieurs fois de nourrice avant son sevrage.

Et la bourse des parents?... Est-elle assez mise au pillage? — Trente francs de grammaires pour un enfant qui n'est qu'au milieu de ses études classiques?... Tudieu, c'est un peu cher!

Et les pensums à outrance, les longues pages à copier, système Gachetout et C<sup>ie</sup>,... ne contribuent-ils pas aussi à perpétuer cette race de cancre que les collèges, bon ou mal an, déversent par centaines dans la société travaillante.

Il n'est personne qui n'ait jamais vu un bambin, quelquefois un adolescent barbu, s'acharner sur un grimoire de trois ou quatre cents lignes, punition encourue pour une véritable peccadille. C'est assez idiot. Mais voici qui est moins connu et non moins digne de la gloire de tous les brid'oisons pédagogiques.

Dans un grand nombre de lycées, à l'heure de la récréation du soir, on réunit chaque jour dans une même salle tous les écoliers plus ou moins paresseux de la journée. Un pion monté sur une chaire, leur lit un passage de l'Existence de Dieu, de Fénelon, par exemple, et les pauvres moutards, grignottant leur pain d'une main, font courir de l'autre la plume sur le papier, comme des machines écrivantes. Cela dure une demi-heure et s'appelle la *petite retenue*. Quand elle est finie, les patients sont conduits en étude pour faire leur devoir. — Il va sans dire que le devoir est hâlé alors. C'est tout naturel.

Un enfant passe souvent ainsi six heures consécutives à pâlir sur ses livres et ses cahiers, sans jouir d'un instant de répit. Est-ce assez bien réussi!

Fabrication de cancre, monsieur le Ministre!

On annonce que MM. les inspecteurs généraux de l'Université commencent leur tournée. Ils vont visiter tous les établissements d'Instruction secondaire de l'Etat, et renseigner Son Excellence sur les choses du spirituel et du matériel, telles qu'il les auront vues partout de leurs propres yeux.

Généralement, quand ils arrivent dans une ville, tout le personnel du lycée qu'ils vont inspecter à l'improviste est prévenu depuis plusieurs jours de leur prochaine arrivée. Le portier est à son cordon; l'économé a fait rétamé ses casseroles; le censeur est aux aguets dans les corridors; les professeurs ont mis leur paletot de réserve; les élèves ont des devoirs revus et corrigés, etc... Les inspecteurs passent une heure ou deux au plus dans chaque classe, trempent le doigt dans la soupe des écoliers, et la comédie est jouée. Suit une volumineuse expédition par la poste de rapports à M. le Ministre de l'Instruction publique, qui vont grossir le tas des archives.

Cela se passera cette année comme les années précédentes. On rapportera à M. Waddington que tout est pour le mieux dans la meilleure des universités possibles, et nos enfants continueront à être victimes des abus de la plus détestable routine.

*Amicus Plato, sed magis amica veritas!*

Nous voudrions voir l'Université sortir de l'ornière, et adopter les réformes voulues par les conditions d'existence toutes nouvelles de la société. C'est à regret que nous la fustigeons.

Jusqu'à présent, M. Waddington ne fait que retaper le dehors de l'édifice. Allons! s'il vous plaît, un coup de pioche sur les cloisons vermoulues de l'intérieur!

Programmes, méthodes, discipline, tout est à refaire. Ce n'est pas un prix de plus qui peut apaiser le mécontentement, sourd, mais réel, des pères de famille.

L'ÉLECTION DE BORDEAUX

Le succès prévu de M. Mie a eu un résultat inattendu, c'est de plonger dans la joie et dans l'allégresse tous les journaux conservateurs. — Mon Dieu oui, la presse réactionnaire se gaudit de l'élection de l'avocat périgourdin comme si c'était un de ses amis. Elle bat des mains, elle s'égosille à crier bravo! et jamais la Patrie, l'Union ou le Français n'allumèrent plus de lampions que pour le triomphe de ce candidat radical.

A quoi tient cette ivresse, d'où vient cette jubilation?

La raison en est facile à trouver: les feuilles de l'ordre moral ne se réjouissent pas, à proprement parler, de la victoire de M. Mie, mais bien de la défaite de son compétiteur M. Caduc, candidat soutenu par le ministère, et qui de plus semblait avoir l'appui de Gambetta.

Mie a battu Caduc! Jules Simon subit un

échec, Gambetta mord la poussière, la politique opportuniste est démolie, la République aimable est en déroute!

Tel est le chant de triomphe qu'entonnent nos bons pères, et l'élection de l'abbé Chavanty n'aurait certainement pas excité chez eux un pareil enthousiasme.

Eh bien! nous avons le regret de le dire, toute cette joie est malheureusement fautive, tous ces hosannas détonnent pitoyablement.

Le succès de M. Mie est loin d'avoir les conséquences qu'en attendent les amis de MM. Buffet et consorts. — Le ministère n'est pas ébranlé, l'influence de Gambetta n'est pas réduite en poudre, par l'excellente raison que M. Mie est assez intelligent pour ne pas donner naïvement dans le jeu de ses adversaires.

Il comprend très-bien que son élection ne doit être ni un germe de division ni un brandon de discorde, et son premier soin a été de protester contre les exagérations que l'on attribue à son intransigeance et à son radicalisme échevelé.

M. Mie, candidat, a pu se laisser entraîner soit dans ses professions de foi, soit dans les réunions publiques à une certaine ardeur de principes, à une certaine chaleur de paroles; — c'est là le sort commun de tous les candidats, surtout quand ces candidats sont doublés du tempérament et de la verve d'un avocat gascon.

Mais une fois la crise passée, une fois la fièvre électorale calmée, on reprend son sang-froid, on revient à des idées plus tranquilles et surtout plus pratiques, — d'où il résulte que tel radical féroce qui représentait pour les conservateurs affolés l'abomination de la désolation, devient tout simplement un député républicain, dont le libéralisme et la modération ne sauraient porter aucun ombrage aux principes fameux de la famille, de la religion et de la propriété.

Tel a été M. Saint-Martin, d'Avignon, tel sera M. Mie, de Bordeaux-Périgieux.

Ce terrible Saint-Martin qui, selon l'évangile de M. Dupanloup, devait jeter bas l'édifice social, n'en a pas encore détaché la moindre pierre, et M. Mie se montrera probablement aussi inoffensif.

Assurément nous ne nions pas qu'il y ait quelques casse-cou dans le parti républicain, mais combien sont-ils? Quel est leur nombre, quelle est leur influence?

Naquet, direz-vous? Bon, Naquet et après? Ordinaire, peut-être! et c'est tout. Madier-Montjau, Louis Blanc, Raspail et les autres, tout avancés qu'ils soient, présentent autant de garanties sociales que le premier venu de vos ordre-moralistes, et ils ont assez de sagesse et de bon sens pour ne pas compromettre le sort de la République et le salut de leur pays, par les imprudences et les équipées auxquelles se livrent les sénateurs et les députés cléricaux.

Que M. Louis Mie aille renforcer ce groupe d'avant-garde nécessaire pour tenir les endormeurs en haleine, nous n'y voyons ni inconvénient ni danger pour la République, — mais nous voyons moins encore le bénéfice que peut en retirer la réaction qui, décidément se contente de peu.

Ce qu'il y a de plus clair, de plus évident et de plus lumineux dans l'élection de Bordeaux, c'est qu'en additionnant les électeurs de M. Mie et les électeurs de M. Caduc, on trouve quatorze mille électeurs républicains contre les deux ou trois mille partisans honteux de l'abbé Chavanty, qui n'osent plus même aborder la lutte.

Une majorité de douze mille républicains, est-ce cette découverte qui procure tant de satisfaction et de joie aux organes monarchistes?

Qu'ils en rient à leur aise, si telle est leur humeur, mais nous devons les prévenir que nous en rions plus fort qu'eux, et surtout que nous en rirons les derniers.

THEATRES

GRAND-THÉÂTRE. — Nous arrivons des derniers pour constater le très-légitime succès obtenu vendredi passé par l'opéra de M. Luigini fils, les Caprices de Margot. Ce n'est point, du reste, la première fois que notre jeune compatriote, avec sa valeur incontestée d'exécutant, sait faire applaudir un véritable talent de compositeur.

Dans l'acte, malheureusement trop court, qu'il nous a offert, M. Luigini que nous soupçonnons un brin d'appartenir à la nouvelle école, — celle dite de l'avenir qui subordonne l'inspiration à l'harmonie, — a montré que la science n'exclut en aucune façon la mélodie, ce dont pour notre part, nous le félicitons fort.

Sa musique avant tout correcte, bien écrite, orchestrale avec un soin infini, est vive, gracieuse, légère et possède la couleur et la distinction. Elle

s'éloigne autant de l'aridité mélodique des productions des jeunes maîtres de notre époque que de la banalité des flonflons et des ponts-neufs de M. Lecocq, par exemple. Sans doute, pour saisir tous les charmes de cette partition il faut être doué d'un goût un peu éclairé; c'est de la musique de goûts, et si le public en général n'en a point compris à une première audition toutes les délicatesses, il a néanmoins apprécié selon leur mérite, les jolis motifs qu'elle renferme, tant à l'orchestre que dans le chant.

Afin de ne citer que les morceaux les plus remarquables, nous mentionnerons d'abord l'ouverture et les couplets d'entrée de Margot, *Bonjour matin*; ensuite les couplets du marquis de Mirafior la *Ple au nid*, ceux des *Caprices de Margot* et le quatuor qui les précède. Le chœur, d'une facture originale, n'a pas produit l'effet qu'on devait attendre.

Le succès de l'exécution est dû, pour la meilleure part, au gracieux talent de Mme Galli, a qui était confiée l'interprétation de Margot, l'héroïne de l'ouvrage. Nous ne surprendrons personne en affirmant qu'elle s'y est montrée charmante chanteuse et agréable comédienne. A côté d'elle, M. Sernin, dans maître Bridache, a déployé la verve et la bonne humeur que nous lui connaissons. M. Rougé, à notre avis, a donné une allure un peu prétentieuse et sévère au marquis de Mirafior et devait accentuer beaucoup plus la note comique indispensable à ce personnage de vieux barbon. Par suite de l'absence de ténors, M. Barbet chargé de représenter un jeune étudiant, a mis au service d'un rôle un peu fort pour ses moyens actuels une bonne volonté et un zèle dont on doit lui tenir largement compte. Enfin, pour finir par une critique, il semble qu'un peu plus d'entrain et de vivacité dans la marche des scènes ne nuirait point à l'action et à la pièce.

Quant au livret, l'auteur ne nous ayant autorisé qu'à en dire le plus de mal possible, nous préférons nous dérober à cette dure nécessité et laisser le public juge de ses qualités et de ses défauts.

Que ce M. Senterre est donc un directeur étonnant et ne semble-t-il pas qu'il s'efforce d'être désagréable aux Lyonnais jusqu'au bout? L'an passé, il remonta avec quelques frais *Jagurita* qui obtint deux représentations. Pour cette saison, ayant le choix entre *Ada*, *Piccolino*, *Paul et Virginie*, comme ouvrages nouveaux, le voici qui choisit précisément un opéra dont l'insuccès a été notoire et qui s'est soutenu à Paris par la seule raison que le rôle principal était créé et joué par une artiste exceptionnelle dans son genre, Mme Galli-Marié, pour qui il avait été spécialement écrit.

Bien mieux, la direction qui se distingue par le négligé de sa mise en scène quand il s'agit d'œuvres capables d'attirer quelque peu la foule, se met en frais de décors et de costumes pour *Carmen*, qui était d'avance destinée à sombrer après avoir ennuyé le public pendant deux ou trois représentations, quelques jours avant la clôture du Théâtre.

Nous serons sobres d'appréciations sur l'œuvre de M. Bizet dont le plus beau titre était d'avoir épousé la fille d'Halévy, mais qui n'avait pas recueilli dans la succession de son beau-père, le génie de maître français.

Le premier acte de *Carmen* contient certaines pages musicales, un chœur de soldats et d'enfants, un chœur de femmes, un duo, les couplets: *L'Amour est un enfant de Bohême*, la perle de la partition. Le 2<sup>e</sup> acte a un chœur dansé et la chanson du Toréador; dans le 3<sup>e</sup> acte, un chœur de Contrebandiers; dans le 4<sup>e</sup> et dernier, rien du tout.

M<sup>lle</sup> Isaac a fait l'impossible pour la création de *Carmen*, personnage absolument en désaccord avec son genre de talent, sa voix et ses aptitudes scéniques. On doit la louer du peu qu'elle a tiré d'un rôle ingrat et qui a dû lui coûter beaucoup de peine, sans profit pour elle ni pour les auditeurs. Son partenaire, M. Laurent, s'est montré naturellement insupportable, — ce qu'il a été toujours, qu'il ait eu à interpréter de la bonne ou de la mauvaise musique.

Les autres artistes, MM. Rougé, Sernin et Chopin et M<sup>me</sup> Galli se sont montrés assez consciencieux; les chœurs n'ont point trop mal marché.

Taisons-nous sur le ballet, absurde musicalement et chorégraphiquement parlant, qu'on a eu la malencontreuse idée d'ajouter au dernier acte de *Carmen*, comme si cet opéra n'était déjà pas à lui seul assez ennuyeux à absorber.

Les représentations de M. Merly se sont poursuivies au milieu de l'indifférence des rares spectateurs qu'elles ont attiré. Nous regrettons d'avoir à confirmer notre opinion primitive: soit dans *Charles VI*, soit dans *Guillaume*, comme dans *Rigoletto*, M. Merly ne nous a laissé entendre que les restes d'un talent qui tombe et d'une voix qui s'éteint.

Nous apprenons que M. Momas, premier chef d'orchestre du Grand-Théâtre organise pour la fin du mois un grand concert vocal et instrumental.

Le programme n'est pas encore arrêté, mais nous sommes certains d'avance que les artistes et le public seront heureux de témoigner leur sympathie au chef habile et consciencieux, dont les efforts incessants ont pu sauver quelques épaves musicales au milieu du désarroi de la direction Senterre.

Si la cacophonie n'a pas été complète, il ne faut pas oublier qu'on le doit à M. Momas.

G. LAURENT.

M. Frédéric Tremel, appelé par Victor Hugo le *poète de la guitare*, après s'être fait applaudir au dernier concert du Casino, a obtenu le plus vif succès dans plusieurs séances privées.

On nous prie d'annoncer que Jules Favre doit faire dimanche 22 avril, à l'Alcazar, une conférence au profit des ouvriers sans travail, sur ce thème grandiose: *La Foi au Progrès*.

Pour les articles non signés, l'Administrateur-Gérant.

A. ALBRY.

Lyon. — Imprimerie LABAUME, A. ALBRY, successeur.

